

in einem Ausmass mitgemacht, den der Verband überhaupt nicht erwartet hat. Hunderte, wenn nicht Tausende von Hochstammabäumen wurden innerhalb kurzer Zeit angepflanzt, und die Landschaft rund um den Vierwaldstättersee hat noch an Reiz gewonnen. Es müssen nicht der Staat und seine Unterstützung sein, sondern es kann auch die Initiative von Privaten sein. Also, eine Reise an den Vierwaldstättersee lohnt sich!

93.3642

Motion Cottier

**Beseitigung
von steuerlichen Hindernissen
bei grenzüberschreitenden
Beteiligungsumstrukturierungen
Elimination d'obstacles fiscaux
lors de restructurations
des participations
à des entreprises internationales**

Wortlaut der Motion vom 16. Dezember 1993

Der Standort Schweiz hat als Sitzstaat für international tätige Unternehmen erheblich an Attraktivität verloren und bedarf der dringenden Verbesserung. Nachteilig sind insbesondere die steuerrechtlichen Hindernisse, die eine effiziente Gestaltung der Beteiligungsstrukturen im grenzüberschreitenden Verhältnis praktisch verunmöglichen.

Der Bundesrat wird daher ersucht sicherzustellen, gegebenenfalls durch gesetzliche Massnahmen, dass bei Unternehmensumstrukturierungen auf dem Wege des Anteilsaustausches über die Grenze keine Besteuerung der stillen Reserven auf den übertragenen Beteiligungsrechten erfolgt.

Texte de la motion du 16 décembre 1993

Les conditions fiscales suisses des sociétés à participation et à activité internationales se sont fortement dégradées si on les compare à celles d'autres pays qui ont fait des progrès. Des obstacles d'ordre fiscal notamment rendent trop onéreuse une restructuration des participations internationales. Il y a urgence à y remédier.

Nous demandons dès lors au Conseil fédéral de prévoir, le cas échéant par des mesures légales, que lors de restructurations d'entreprises domiciliées en Suisse sous forme d'échange de participations entre des entreprises de pays différents, les réserves latentes sur les droits de participation transférés à l'étranger ne soient pas imposées.

Mitunterzeichner – Cosignataires: Bisig, Cavadini Jean, Cavelty, Coutau, Danioth, Delalay, Gemperli, Huber, Küchler, Roth, Rüesch, Schallberger, Schmid Carlo, Uhlmann, Ziegler Oswald (15)

Cottier Anton (C, FR): Dans ma motion, je demande l'élimination d'obstacles fiscaux lors de restructurations des participations à des entreprises internationales.

Cette motion se fonde sur la publication que vient de faire la Banque nationale suisse, publication en date du 6 janvier dernier, et qui annonce des chiffres alarmants. En effet, les investissements effectués par les entreprises suisses à l'étranger augmentent massivement, le terme «massivement» étant repris littéralement de la publication de la Banque nationale.

Simultanément, les investissements étrangers en Suisse diminuent. Ces désinvestissements se poursuivent à ce jour. La situation devient inquiétante. La Suisse n'est plus attractive pour les holdings et les entreprises opérant dans le négoce, alors qu'auparavant, ces entreprises avaient contracté d'importants investissements en créant dans notre pays de nombreux emplois. C'en est fini.

Les causes de cette évolution négative sont à rechercher dans le régime fiscal défavorable aux holdings et aux sociétés à caractère international. Celles-ci délocalisent dès lors leurs investissements dans l'Union européenne, dont les conditions fiscales leur sont plus favorables. J'en veux pour témoin la Banque nationale que je cite: «Tant en 1992 qu'en 1993, et cela continue en 1994 également, des capitaux sont retournés à l'étranger avant tout par les holdings et les entreprises opérant dans le négoce. Ces reflux s'expliquent sans doute principalement par des raisons fiscales. Depuis l'entrée en vigueur dans l'Union européenne au début de 1992 de deux directives concernant le régime fiscal, les entreprises détenant des participations internationales, en particulier les holdings ayant des filiales dans les pays de l'Union européenne, bénéficient d'avantages si elles sont établies dans l'Union européenne plutôt qu'en Suisse. La directive sur le régime fiscal commun applicable aux fusions transnationales facilite les concentrations et restructurations dans la mesure où ces opérations peuvent être accomplies au sein de l'Union européenne avec un régime fiscal neutre.»

Régime fiscal neutre pour l'Union européenne, alors que ce n'est pas le cas en Suisse: en fait, nous connaissons cette évolution, puisqu'il y a une année déjà que j'ai déposé ma motion. Cette motion demande au Conseil fédéral de ne pas imposer, lors de restructurations d'entreprises domiciliées en Suisse, les réserves latentes sur les droits de participations transférés à l'étranger. Ainsi que vient de nous l'apprendre la Banque nationale, la situation s'est encore aggravée depuis.

Que demandons-nous par cette motion? Nous demandons, dans les cas où une entreprise holding suisse transfère une participation étrangère à une holding intermédiaire du même groupe, mais située à l'étranger, que ce transfert ne provoque pas de perception fiscale puisqu'il s'agit d'un transfert interne d'actions au sein du même groupe. En effet, aucun gain n'est réalisé en capital; l'opération se fait par un échange d'actions aux valeurs comptables sans réévaluation des actions auprès de la société mère suisse. La participation transférée à l'étranger reste sous le contrôle indirect de la maison mère suisse, parce que cela se passe à l'intérieur du groupe, qui forme une seule et unique entité économique. Le fisc suisse reste dès lors en mesure d'imposer, en cas d'aliénation ultérieure, les plus-values réalisées.

La mesure fiscale proposée par la motion ne vise pas une exonération fiscale définitive, mais de fait un simple report, une simple suspension, «einen blossen Steueraufschub». Il y a urgence à agir, Monsieur le Conseiller fédéral. Les récentes informations de la Banque nationale le démontrent. La place suisse de holdings n'est plus compétitive. Elle est fortement concurrencée par le Luxembourg ou les Pays-Bas. Comment remédier à cette situation défavorable? La solution nous vient des cantons, où elle est déjà appliquée entre les cantons, souverains en la matière lors d'opérations intracantonales de restructurations.

Le droit cantonal d'imposition des transferts de participation n'est pas supprimé. Il n'y a donc pas d'exonération, mais l'imposition est suspendue et reportée jusqu'au moment où la participation est réellement vendue à une tierce personne n'appartenant ni au groupe ni à la holding.

Je conclus: ma motion propose en fait une mesure de revitalisation. En suspendant, en cas de restructuration, l'imposition du transfert des participations pour les sociétés suisses ayant une activité internationale, nous renforcerons la place économique suisse. Nous ne voulons pas une suppression d'impôt, mais une suspension. Il n'en résulte donc pas de pertes de recettes fiscales pour la Suisse.

Enfin, transmettre ma motion, c'est faire barrage aux néfastes désinvestissements suisses qui affaiblissent notre économie. Je vous invite dès lors à transmettre cette motion.

Stich Otto, Bundesrat: Mit der Motion wird eine Lösung gefordert, die den grenzüberschreitenden, konzerninternen Austausch von Beteiligungen – Anteilen – ohne steuerliche Folgen, d. h. ohne Besteuerung der stillen Reserven, ermöglicht. Es darf wohl davon ausgegangen werden, dass diese Forderung auf die EU-Fusionsrichtlinie vom 23. Juli 1990 Bezug

nimmt. Es sei daher vorerst umschrieben, unter welchen Voraussetzungen und aufgrund welcher Vorkehrungen ein Austausch von Anteilen gemäss EU-Fusionsrichtlinie steuerfrei bleiben kann. Gemäss Artikel 2 Buchstabe d der zitierten Richtlinie ist ein Austausch von Anteilen ein Vorgang, durch den eine Gesellschaft, z. B. eine niederländische Zwischenholding, von ihrer Muttergesellschaft, z. B. einer deutschen Muttergesellschaft, eine Beteiligung am Gesellschaftskapital einer anderen Gesellschaft, z. B. einer italienischen Tochtergesellschaft, erwirbt, die ihr die Mehrheit der Stimmrechte verleiht. Dabei erhält die deutsche Muttergesellschaft als Entgelt Anteile an der erwerbenden Gesellschaft, d. h. an der niederländischen Zwischenholding.

Gemäss Artikel 8 Absatz 1 der EU-Richtlinie darf die Zuteilung von Anteilen am Gesellschaftskapital der erwerbenden Gesellschaft (hier der niederländischen Zwischenholding) an den Gesellschafter (die deutsche Muttergesellschaft) der erworbenen Gesellschaft (der italienischen Tochtergesellschaft) gegen Anteile an deren Gesellschaftskapital – aufgrund des Austausches von Anteilen – für sich allein keine Besteuerung des Veräusserungsgewinnes bei der deutschen Muttergesellschaft auslösen. Gemäss Artikel 8 Absatz 2 der EU-Richtlinie wird für die Nichtbesteuerung des Austausches vorausgesetzt, dass der Gesellschafter (die deutsche Muttergesellschaft) die erworbenen Anteile (an der niederländischen Zwischenholding) in seiner Bilanz nicht zu einem höheren steuerlichen Wert einsetzt, als den Anteilen an der eingebrachten Gesellschaft (der italienischen Tochtergesellschaft) unmittelbar vor dem Austausch zukam. Damit kann der Gewinn aus einer späteren Veräusserung der erworbenen Anteile (an der niederländischen Zwischenholding) grundsätzlich in gleicher Weise besteuert werden, wie der Gewinn aus einer Veräusserung der vor dem Austausch vorhandenen Anteile an der italienischen Tochtergesellschaft besteuert worden wäre.

Demgegenüber schreibt die EU-Richtlinie keine Buchwertfortführung bei der erwerbenden Gesellschaft (der niederländischen Zwischenholding) vor, so dass die Beteiligung an der eingebrachten Gesellschaft (der italienischen Tochtergesellschaft) mithin zum Verkehrswert bilanziert werden kann.

Artikel 11 Absatz 1 Buchstabe a der EU-Richtlinie sieht eine Missbrauchsklausel vor, wonach der steuerfreie Austausch von Beteiligungen versagt oder rückgängig gemacht werden kann, wenn der hauptsächliche Beweggrund des Austausches die Steuerhinterziehung oder Steuerumgehung war und damit die Umstrukturierung nicht auf vernünftigen wirtschaftlichen Gründen beruhte.

Mit der EU-Richtlinie wird den Mitgliedstaaten jedoch zugemutet, dass sie bei Umstrukturierungen – Fusionen, Spaltungen, Einbringung von Unternehmensteilen und Austausch von Anteilen – bereit sind, definitiv auf Steuersubstrat zu verzichten. Es liegt nämlich auf der Hand, dass der grundsätzlich steuerbare Kapitalgewinn auf der sich – um bei unserem Beispiel zu bleiben – im Besitze der deutschen Muttergesellschaft befindlichen Beteiligung an der niederländischen Zwischenholding mit an Gewissheit grenzender Wahrscheinlichkeit nie realisiert werden wird, da eine allfällige Veräusserung der italienischen Beteiligung und/oder der betreffenden Substanzdividenden nur in den Büchern der niederländischen Zwischenholding ihren Niederschlag findet. Der deutschen Muttergesellschaft würden somit im Endergebnis nur noch steuerfreie Beteiligungserträge zufließen.

Eine solche fiskalische Grosszügigkeit im Raume der Europäischen Union lässt sich dadurch erklären, dass die Mitgliedstaaten aller gemeinschaftlichen Rechte und Pflichten teilhaftig werden und die Reziprozität unter den Mitgliedstaaten bezüglich aller gemeinschaftlichen Rechte und Pflichten eine grundlegende Voraussetzung der Mitgliedschaft ist.

Aus der Sicht der Schweiz gilt es festzuhalten, dass wir als Nichtmitglied der Europäischen Union bei einem Beteiligungsaustausch selbstverständlich keine entsprechende Reziprozität beanspruchen können. Es stellt sich somit die Frage, ob die Schweiz ein Interesse haben kann, bei einem Austausch von Beteiligungen über die Grenze einseitig und endgültig auf Steuersubstrat zu verzichten. Dabei gilt es insbesondere zu berücksichtigen, dass von einem derartigen

Steuerverzicht praktisch nur die grossen, multinationalen Unternehmen profitieren würden.

Da das geltende Bundesgesetz über die direkte Bundessteuer (DBG) in den fraglichen Fällen eine steuerliche Abrechnung vorschreibt, könnte die Zielsetzung der Motion nur mittels einer Gesetzesänderung verwirklicht werden. Hierzu ist festzuhalten, dass das DBG zusammen mit dem Bundesgesetz über die Harmonisierung der direkten Steuern der Kantone und Gemeinden (StHG) Bestandteil der Steuerharmonisierungs-Gesetzgebung ist und Änderungen des DBG somit nicht losgelöst vom StHG beschlossen werden sollten. Die Umsetzung der Motion würde sich mithin auch auf die kantonalen Steuerrechtsordnungen auswirken. Die resultierenden Steuerausfälle können nicht beziffert werden.

Der Bundesrat verschliesst sich den Steuerproblemen nicht, die sich aus der internationalen Verflechtung unserer Wirtschaft ergeben. Diesbezüglich kann insbesondere auf den stetigen Ausbau unserer Abkommen zur Vermeidung von Doppelbesteuerung hingewiesen werden. Es kann davon ausgegangen werden, dass unsere rechtlichen Beziehungen zu den Mitgliedstaaten der Europäischen Union im Steuerbereich eine Weiterentwicklung erfahren werden. Gerade unter diesem Aspekt erscheint es daher wenig sinnvoll, wenn die Schweiz im jetzigen Zeitpunkt einseitige Massnahmen trifft, die zu einem endgültigen Steuerverzicht führen würden.

Anders zu beurteilen ist die wünschbare Umstellung vom geltenden Dreistufentarif für juristische Personen bei der direkten Bundessteuer zu einem Proportionaltarif, wie er im Ausland üblich ist. Diese Massnahme könnte von unserem Land autonom getroffen werden.

Mit Blick auf die künftigen Entwicklungen im internationalen Steuerrecht, die in der Schweiz bloss am Rand beeinflussbar sind, kann der vorliegende Vorstoss nur als Postulat entgegengenommen werden. Die Beseitigung von steuerlichen Hindernissen bei grenzüberschreitenden Beteiligungsumstrukturierungen gehört zu den fortschrittlichen Massnahmen zur Revitalisierung der Wirtschaft und ist auch aus der Sicht des Bundesrates wünschenswert. Dabei geht es sowohl um steuerrechtliche als auch um gesellschaftsrechtliche Massnahmen, die zwar je für sich, aber doch unter Berücksichtigung ihrer jeweiligen Wechselwirkung beurteilt werden müssen.

Die Umwandlung der Motion in ein Postulat lässt dem Bundesrat mehr Handlungsfreiheit im Hinblick auf die künftige Gestaltung unseres Verhältnisses zur Europäischen Union, was der Revitalisierung unserer Wirtschaft förderlich sein wird.

Wir beantragen Ihnen deshalb, die Motion in ein Postulat umzuwandeln.

Cottier Anton (C, FR): Je voudrais brièvement m'exprimer, et tout d'abord remercier M. le conseiller fédéral de sa réponse. Je constate ensuite que le problème est bien connu, et je suis heureux que le Conseil fédéral ne soit pas indifférent au problème, comme M. Stich, conseiller fédéral, l'a dit. Je suis d'autant plus heureux que, pour le Conseil fédéral, l'acceptation de la mesure proposée par ma motion constituerait en somme une mesure de revitalisation. Je suis néanmoins déçu, Monsieur le Conseiller fédéral, par votre demande de transformer cette motion en postulat, sans caractère impératif, car vous estimez qu'il y aura lieu d'agir plus tard.

Vous craignez une perte fiscale. Pour ma part, j'estime qu'il n'y a pas de perte fiscale en soi, puisqu'il n'y a pas de suppression, mais une suspension du droit d'imposition. L'impôt sera perçu lorsque la participation quittera la société ou le groupe, et sera aliénée à un tiers. Là, il pourra y avoir un gain sur le capital qui sera à ce moment-là imposé, mais pas au moment où la participation se transfère uniquement à l'intérieur du groupe, en vertu d'une simple opération comptable. Pour moi donc, il n'y a pas de perte de revenu fiscal, mais un simple report de l'encaissement de cette imposition.

Vous évoquez les difficultés cantonales: tout à fait d'accord. Mais vous savez aussi que le régime proposé est déjà appliqué au niveau intracantonale. Copions-le donc. Vous parlez à juste titre des clauses susceptibles d'abus émises dans les directives de l'Union européenne que nous pourrions adapter à

la Suisse. J'admets également qu'avec de tels clauses, des précautions seraient à prendre.

Enfin, vous posez la question de savoir si la Suisse a un intérêt à ma proposition. Surtout, vous estimez qu'il ne s'agit en somme que d'un privilège pour les grandes sociétés, qui en bénéficieraient seules.

Pour pouvoir répondre si la Suisse tire un intérêt de cette mesure, procédons à une appréciation de la situation, pesons les intérêts. D'une part, nous avons la suspension de l'imposition, mais, d'autre part – c'est beaucoup plus grave, et nous y avons été rendus attentifs, une nouvelle fois, par la Banque nationale suisse –, nous subissons des désinvestissements en Suisse, qui en l'espèce sont dus à ces conditions fiscales précises que je voudrais modifier. La Banque nationale en voit la cause dans les conditions fiscales.

Devant cette pesée d'intérêts, la réponse est claire pour moi. Dans la situation de chômage que nous connaissons, il faut à tout prix remédier aux causes des désinvestissements et des délocalisations. Nous pouvons supporter ces reports d'imposition, et nous devons agir rapidement. Seule la voie de la motion nous permet de le faire.

Je pense que vous ne contestez pas en soi l'utilité de cette mesure, mais vous la voyez dans un cadre plus important en rapport aussi avec l'introduction de l'impôt proportionnel. On peut faire un paquet global, mais il faut vraiment agir rapidement pour remédier aux causes de ces désinvestissements.

Je maintiens dès lors ma motion.

Rüesch Ernst (R, SG): Wir müssen die Motion in einem grösseren Zusammenhang sehen, und zwar im Zusammenhang des steuerpolitischen Klimas in diesem Land. Dieses steuerpolitische Klima ist in letzter Zeit immer mehr angeschlagen. Der Vorstoss von Herrn Cottier zielt in die gleiche Richtung wie zwei Vorstösse, die von meiner Seite eingereicht worden sind, je vor zwei und vor einem Jahr, und die zum Teil realisiert worden sind oder in Realisierung begriffen sind.

Das steuerpolitische Klima hat Schaden genommen. Das ist eindeutig der Fall. Wenn Sie die vom Motionär erwähnte Untersuchung der Nationalbank genau lesen, sehen Sie das. Das Kapital fliesst heute aus der Schweiz weg, primär aus steuerpolitischen Gründen und nicht aus Gründen des Neins zum EWR. Das leckt nun keine Geiss weg, und dieses Desinvestieren in der Schweiz wird für unsere Wirtschaft und unseren Finanzplatz immer gefährlicher. Der kleine Handwerker im Dorf kann nicht ausweichen, er muss die Steuern akzeptieren. Die Grossen können ausweichen, und das führt zu dieser Kapitalflucht aus der Schweiz.

Natürlich kann man sagen, bei uns sei die Steuerbelastung im Schnitt im Vergleich zu den Ländern der OECD und des europäischen Raums noch gut. Die Fiskalquote, die wir haben, ist immer noch annehmbar. Aber betrachtet man die Erhöhung der Steuern und Soziallasten in den letzten Jahrzehnten, dann muss man sagen, dass diese bei uns im Vergleich zu den Ländern Europas überproportional ist, und das führt langfristig zur Tendenz weg von der Schweiz.

Wir sollten deshalb Zeichen zugunsten des Wirtschaftsstandortes Schweiz setzen, und ein solches Zeichen will unter anderem auch Herr Cottier mit seinem Vorstoss setzen. Er will nicht unbedingt eine Lösung, bei der Einnahmehinforte entstehen, sondern eine Lösung, bei der ein Aufschub der Steuern möglich ist. Wenn wir schon in Sachen Steuerbelastung des Wirtschaftsstandortes Schweiz immer unattraktiver werden, sollten wir wenigstens im Falle von solchen Vollzugsproblemen konzilianter sein. Die Steuern fliessen nämlich besser, wenn die Steuerbehörde auch hie und da konzilient ist, wenn die Massnahmen nicht als Schikanen empfunden werden. Wir sollten, im Interesse dieser Klimaverbesserung, den Vorstoss von Herrn Cottier als Motion überweisen.

Schüle Kurt (R, SH): Ich danke Kollege Cottier für diesen Vorstoss und dafür, dass er an der Motionsform festzuhalten gedenkt. Der Titel mutet etwas technokratisch an, und die Antwort des Bundesrates war es auch, mindestens für den parlamentarischen Normalverbraucher. Wichtig ist – was der Bundesrat gesagt hat –, dass auch er sieht, dass die Beseitigung

steuerlicher Hindernisse auch bei solchen grenzüberschreitenden Beteiligungsumstrukturierungen zu den fortschrittlichen Massnahmen zur Revitalisierung unserer Wirtschaft gehört. Darum verstehe ich die Reserve gegenüber der verbindlichen Form der Motion eigentlich nicht.

Zum Inhalt: Es ist nochmals zu unterstreichen, dass es sich nicht um einen einseitigen und endgültigen Steuerverzicht unseres Landes handelt. Es geht um einen Besteuerungsaufschub. Herr Rüesch hat das auch unterstrichen. Die Schweiz überlässt den anderen Staaten kein Steuersubstrat.

Was die gesetzliche Grundlage anbetrifft, ist die Argumentation nicht zwingend. Der Beteiligungstausch könnte durchaus als Spezialfall von Artikel 64 des Bundesgesetzes über die direkte Bundessteuer gesehen werden, wo es um die Ersatzbeschaffungen geht – mit der Folge, dass ein solcher Austausch von Beteiligungsrechten steuerfrei erfolgen könnte, sofern er innerhalb des Konzerns stattfindet.

Was die kantonale Dimension anbetrifft, muss man sagen, dass die meisten Kantone das Holdingprivileg haben und solche Umstrukturierungen nicht besteuern, weil die Kapitalgewinne steuerbefreit sind. Damit stellt sich dieses Problem hauptsächlich auf Bundesebene.

Weil es um einen Besteuerungsaufschub geht, ist damit auch kein Steuerausfall verbunden.

Mit den institutionellen Beziehungen zur EU hat das auch nichts zu tun, weil es sich um eine einseitige, schweizerische Massnahme handelt. Ebenso steht die Problematik des Proportionaltarifs, dieses Systemwechsels, bei der Ertragssteuer überhaupt nicht zur Diskussion.

Das Anliegen, eine Änderung zu erreichen, ist von grosser Bedeutung mit Blick auf die Attraktivität unseres Landes als Sitzstaat für international tätige Unternehmen. In der EU kennt man die Fusionsrichtlinie, wonach solche Umstrukturierungen ohne Steuerfolge möglich sind, seit Anfang 1992.

Herr Cottier hat auf den Quartalsbericht der Schweizerischen Nationalbank hingewiesen, worin klar zum Ausdruck gebracht wird, dass wir bei den ausländischen Direktinvestitionen in unserem Land einen eminenten Kapitalabfluss zu registrieren haben, seit die EU diese Änderung eingeführt hat. Im Jahre 1993 waren es rund 600 Millionen Franken allein im Bereich der EU; der Kapitalabfluss nach Nordamerika wird mit 337 Millionen Franken beziffert. Es heisst in diesem Quartalsbericht ganz klar, dass dies auf die Holding- und Handelsgesellschaften zurückzuführen sei, die Kapital ins Ausland zurückgeführt hätten, und es heisst weiter, «für diesen Kapitalabbau dürften hauptsächlich steuerliche Gründe massgebend gewesen sein». Dann wird auf die Situation in der EG verwiesen mit der Mutter-Tochter- und der Fusionsrichtlinie, und es wird gesagt, die Fusionsrichtlinie erleichtere grenzüberschreitende Zusammenschlüsse und Umstrukturierungen, indem sie innerhalb der EU steuerneutral durchgeführt werden könnten.

Wir haben hier eine Situation, die nicht auf das EWR-Nein zurückzuführen ist, eine Situation, die man als eine Art Selbstdiskriminierung umschreiben könnte, die wir aber auch autonom aufheben können. Tun wir es! Die Überweisung der Motion ist der richtige Schritt dazu.

Coutau Gilbert (L, GE): Comme cosignataire de la motion Cottier, j'aimerais vous inviter à la soutenir et à la transmettre sous forme de motion. Je me rallie parfaitement aux arguments qui ont été développés par les précédents orateurs. Je ne les répète pas, mais j'aimerais revenir sur une affirmation du Conseil fédéral dans sa demande de transformation de cette motion en postulat. Le Conseil fédéral écrit ceci: «Quant aux pertes de recettes fiscales, on ne peut les chiffrer.»

Je confirme tout d'abord qu'il ne s'agit pas de pertes fiscales, mais de reports de recettes fiscales, comme l'a parfaitement bien expliqué le motionnaire. D'autre part et surtout, j'aimerais dire que le désinvestissement auquel nous assistons aujourd'hui entraîne lui-même des pertes fiscales considérables. Ce sont ces investissements qui s'en vont qui feront des trous dans les caisses de la Confédération et des cantons. C'est la raison pour laquelle la mesure que nous préconisons ne va pas provoquer des pertes, elle va enrayer des pertes qui sont déjà embrayées, si je peux dire. Il faut corriger le cours des

choses, parce que l'environnement fiscal qui entoure la Suisse s'est modifié.

Non seulement il n'y aura pas de pertes fiscales, mais seulement des reports, mais surtout nous éviterons la délocalisation fiscale et la diminution des recettes correspondantes. On peut même escompter qu'avec une mesure de ce genre, on pourra récupérer un certain nombre de recettes perdues et, par conséquent, aux pertes prétendues qu'on nous annonce il faut mettre en balance des augmentations potentielles.

Ce raisonnement, Monsieur le Conseiller fédéral, nous l'avons tenu pendant huit ans à propos du droit de timbre. Il a fallu huit ans pour que finalement le peuple suisse admette qu'il faille modifier la législation sur le droit de timbre et, pendant huit ans, nous avons constaté que nous perdions des recettes potentielles avec un droit de timbre qui n'était plus concurrentiel. Nous avons finalement obtenu, contre votre avis pendant longtemps, cette modification du droit de timbre et celle-ci n'a pas provoqué les pertes de recettes que vous aviez annoncées pour vous y opposer. Le droit de timbre bien au contraire est le seul impôt qui, ces dernières années, a donné des résultats supérieurs aux prévisions budgétaires – le seul!

Alors, Monsieur le Conseiller fédéral, il faut admettre qu'en modifiant un certain nombre de dispositions fiscales, on arrive contrairement à vos calculs à des augmentations de recettes et pas forcément à des diminutions.

Je vous invite en particulier dans cette affaire à transmettre la motion Cottier en tant que telle.

Stich Otto, Bundesrat: Ich widersetze mich der Überweisung als Motion nicht. Sie wird ohnehin überwiesen!

Gestern hat der Nationalrat die Vorlage betreffend die Änderung des Bundesgesetzes über die direkte Bundessteuer (DBG) an den Bundesrat zurückgewiesen – ich weiss nicht, was Sie tun werden – mit der Begründung, man müsse das auch tun. Persönlich betrachte ich das als einen Fehler, denn gerade die Änderung der Besteuerung wäre zwingend notwendig, wenn man so etwas tun will. Wir haben heute eine Besteuerung, die die Schaffung von Reserven begünstigt. Das macht keinen Sinn mehr, wenn man diese Reserven nachher beliebig verschieben kann und in vielen Fällen – nicht in allen – definitiv auf die Besteuerung verzichten muss. Von uns aus gesehen ist es eine Frage der Verhandlung, letztlich auch mit Europa wegen der Reziprozität, und wir sollten dies nicht einseitig tun.

In bezug auf die definitive Abgabe ist es so, dass wir keine Möglichkeit mehr haben, diese Steuergelder im Ausland einzutreiben; das muss man klar sehen. Das ist beim betriebsnotwendigen Anlagekapital richtig, aber Beteiligungen gehören bekanntlich nicht zum betriebsnotwendigen Anlagekapital: Da liegt die Differenz – und dort haben wir dann keine Chance. Ich weise aber auch darauf hin, dass es noch eine inner-schweizerische Diskussion über diese Verschiebung geben wird. Auch bei uns sind die Steuerunterschiede immer noch sehr gross. Letztlich wird den Wettbewerb gewinnen, wer die tiefsten Steuern oder wer gar keine Steuern hat. Das ist die logische Schlussfolgerung. Darüber müssen wir nicht nur mit der EU verhandeln, sondern auch mit den schweizerischen Kantonen, mit unseren Gliedstaaten, diskutieren. Das bedeutet eine Änderung des DBG, aber auch eine Änderung des Steuerharmonisierungsgesetzes. Gerade gestern erhielt ich einen Brief der Schweizerischen Konferenz der kantonalen Finanzdirektoren, eine Stellungnahme zum Bericht der Expertenkommission zur Prüfung des Einsatzes des Steuerrechts für wohnungs- und bodenpolitische Ziele. Das ist etwas anderes, aber ich möchte Ihnen doch vorlesen, was die kantonalen Finanzdirektoren schreiben: «Änderungen in Bundesgesetzen DBG und StHG können die Anpassungs- und Harmonisierungsprozesse gefährden. Zudem würde eine Revision dieser Gesetze, die noch nicht oder erst seit kurzem in Kraft sind, die Rechtssicherheit und die Vorausssehbarkeit in die Handlungen des Gesetzgebers schwerwiegend tangieren.» Dann, unterstrichen und hervorgehoben: «Auf Änderungen des DBG und des Steuerharmonisierungsgesetzes ist daher zurzeit grundsätzlich zu verzichten.» Das bezieht sich auf etwas anderes, aber die Materie ist natürlich auch in diesen beiden Gesetzen geregelt.

Sie sind der Ständerat, Sie haben die Kantone besonders zu betreuen, und Sie sollten auch bedenken, was die Stellungnahme der Kantone bedeutet.

Überwiesen – Transmis

94.3428

Interpellation Schiesser Mehrwertsteuer-Verordnung und Berufsgeheimnis Taxe sur la valeur ajoutée et secret professionnel

Wortlaut der Interpellation vom 5. Oktober 1994

Ist es richtig, dass für Anwälte als Berufsgeheimnisträger ein echt steuerbefreiter Dienstleistungsexport nur möglich ist, wenn diese als Berufsgeheimnisträger sich nach Artikel 321 StGB strafbar machen, indem sie Name und Adresse des ausländischen Klienten sowie die Art ihrer Tätigkeit offenlegen? Aufgrund welcher Überlegungen kommt der Bundesrat zum Schluss, dass die selbständige Verordnung in der für das Funktionieren des Rechtsstaates zentralen Frage des gesetzlich geschützten Berufsgeheimnisses ohne Beachtung der strafrechtlichen Rahmenbedingungen und anerkannten Grundsätze legiferiert werden kann?

Die Dienstleistungen ins Ausland sind gemäss Artikel 15 Absatz 2 Buchstabe I Mehrwertsteuer-Verordnung grundsätzlich steuerfrei.

Nach geplantem Branchenzirkular soll nun der Anwalt für solche Leistungen nur dann von der Steuer befreit sein, wenn er dem Fiskus gegenüber den Namen der Klientschaft aufdeckt und weitere Spezifikationen zu seinem Auftrag offenlegt. Dies kommt einer Aufforderung zur Verletzung des Berufsgeheimnisses gleich. Überdies soll die Steuerbefreiung dann dahinfallen, wenn der Anwalt bei seiner Tätigkeit schweizerisches Recht anwendet. Im Klartext bedeutet dies, dass die Steuerbefreiung für ausländische Dienstleistungen praktisch wegfällt.

Texte de l'interpellation du 5 octobre 1994

Est-il vrai que les avocats, lesquels détiennent des secrets professionnels, ne pourront bénéficier de l'exonération de la TVA sur les prestations de service qu'ils exportent que s'ils dévoilent au fisc le nom, l'adresse et le type d'activité de leurs clients, se rendant du même coup coupables de violation du secret professionnel conformément à l'article 321 du Code pénal?

Sur quelles considérations le Conseil fédéral se fonde-t-il pour conclure que l'ordonnance de son cru peut, au mépris du droit pénal et de principes reconnus, légiférer sur une question aussi fondamentale pour l'Etat de droit que celle du secret professionnel protégé par la loi?

L'article 15 alinéa 2 lettre I OTVA précise que sont exonérées de l'impôt les prestations de service fournies à un destinataire domicilié à l'étranger, à condition qu'elles soient utilisées ou exploitées à l'étranger.

Or, si j'en crois le projet d'une circulaire de la branche, l'avocat qui fournira de telles prestations devra, pour être exonéré du paiement de la TVA, fournir au fisc le nom de son client et des informations sur le mandat qu'il aura reçu de lui. Ce n'est rien d'autre qu'une incitation à la violation du secret professionnel. De surcroît, l'avocat qui utilise le droit suisse n'aura pas droit à l'exonération. Cela signifie en clair que l'exonération pour prestations de service fournies à l'étranger est pratiquement réduite à néant.

Mitunterzeichner – Cosignataires: Beerli, Cottier, Coutau, Frick, Huber, Salvioni, Schmid Carlo, Ziegler Oswald (8)

Motion Cottier Beseitigung von steuerlichen Hindernissen bei grenzüberschreitenden Beteiligungsumstrukturierungen

Motion Cottier Elimination d'obstacles fiscaux lors de restructurations des participations à des entreprises internationales

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1995
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Januarsession
Session	Session de janvier
Sessione	Sessione di gennaio
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	04
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	93.3642
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	26.01.1995 - 08:00
Date	
Data	
Seite	77-80
Page	
Pagina	
Ref. No	20 025 342

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.